

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE  
ARRÊTÉ RÉGLEMENTANT TEMPORAIREMENT LE STATIONNEMENT

LE MAIRE DE CALUIRE ET CUIRE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.3642-2, L.2213-1, L.2213-2-1°, L.2213-3-2°, L.2213-4 alinéa 1<sup>er</sup>, L.2213-5, L.2213-6-1 ;

VU le Code de la Route ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

VU le Règlement Général de la Circulation de Caluire et Cuire du 15 juillet 1968 et ses annexes ;

VU la demande du **9 mai 2022** présentée par l'**entreprise PIERRE AVENIR – 680 rue Juliette Recamier – 69970 CHAPONNAY** ;

**Considérant** que pour permettre des livraisons de matériels pour une construction, **rue Pierre Brunier à Caluire et Cuire**, il y a lieu de réglementer le stationnement comme suit :

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 – Du 24 mai 2022 à 8h00 au 31 juillet 2022 à 16h30**, le stationnement de tout véhicule sera interdit rue Pierre Brunier, sur trois places situées à proximité de l'Impasse du Capot.

**ARTICLE 2 –** Le demandeur devra prendre toute disposition pour prévenir tout danger éventuel, il sera responsable de tout accident pouvant survenir du fait de la présence de son véhicule à cet emplacement.

**ARTICLE 3 – L'entreprise PIERRE AVENIR** devra mettre en place la signalisation adaptée 72 heures à l'avance. Il conviendra de prévenir impérativement la Police Municipale au 04.78.98.81.17, afin de faire constater la pose des panneaux d'interdiction de stationner, au moins 48 heures avant. À défaut, aucune intervention ne pourra être effectuée pour l'enlèvement des véhicules en infraction.

**ARTICLE 4 –** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Caluire et Cuire, Monsieur le Contrôleur Général, Directeur Départemental de la Sécurité Publique et tous les agents de la Force Publique sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté. Tout recours contre la présente décision doit être formulé auprès du Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois à partir de la décision.

Caluire et Cuire, le  
Philippe COCHET

13 MAI 2022

Pour extrait conforme,  
Le Maire

